

Les cars de dépistage de la Province : **c'est fini !**

La députée Katty Firquet (MR) met fin à ce service précurseur, mais aujourd'hui controversé

Très controversés par le corps médical lui-même, notamment concernant les tranches d'âge pour le dépistage du cancer du sein, les cars de dépistage de la Province de Liège ne sillonneront plus

les routes liégeoises comme ils le faisaient depuis 80 ans dès ce mois de juillet. La députée provinciale en charge de la Santé, Katty Firquet, l'a annoncé officiellement ce vendredi.

Clap de fin pour les cars de dépistage de la Province de Liège, après 80 ans de bons et loyaux services. Si le service était à l'époque précurseur en la matière, il était devenu polémique depuis quelques années. En effet, les dernières recommandations des experts scientifiques sont claires : le dépistage du cancer du sein chez les femmes âgées de 40 à 49 ans et de plus de 70 ans est non seulement inutile, mais il accroît le risque de tumeur à cause des radiations inhérentes à l'examen. Or à Liège, le dépistage mobile de la Province cible précisément ces deux groupes de femmes. De quoi irriter tant les médecins liégeois que les ministres de tutelle – on se souviendra de la passe d'armes entre l'ex-ministre Fadila Lanaan et Georges Pire à ce sujet. Ce dernier, qui a cédé son écharpe de

député provincial après 27 ans au sein du collège, n'en démordait pas et refusait obstinément de réformer le système.

Remplacé par Katty Firquet depuis janvier 2015, cette dernière a tranché : les six cars de dépistage provinciaux stoppent leurs activités. Pour arrêter sa décision, cette dernière s'est basée sur les conclusions d'un rapport commandé à l'Université de Liège, présenté en mars dernier. Si les dépistages sont multiples (risques cardio-vasculaires et diabète, insuffisance rénale, le cancer du sein le cancer de la prostate et les bronchites chroniques), ceux liés aux cancers de la prostate et, surtout, du sein, étaient sujet à controverse. Les normes scientifiques prônent un dépistage pour la tranche 50-69. Or, la province allait plus loin, avec des dépistages pour les 40-49 d'une part et 70-75 d'autre part. Résultats, selon le rapport universitaire : risques de surdiag-

nostic et de surtraitement, irradiations nocives de seins jeunes, pas d'efficacité sur les cancers rapidement évolutifs.

FRÉQUENTATION EN BAISSÉ DEPUIS 2012

Katty Firquet rappelle d'ailleurs que, depuis 2012, « la fréquentation des cars de dépistage a très fortement diminué. » En cause, les médecins du Glamo qui avaient demandé à la Province de ne plus envoyer d'invitation au dépistage à leurs patientes, et ont aussi prévenu qu'ils n'assureraient plus le suivi quand ils reçoivent des résultats de ces tests. L'aspect intrusif était lui aussi pointé du doigt. En effet, des courriers étaient envoyés à toutes les personnes figu-

rant dans les tranches d'âge ciblées avec l'aide des listings officiels.

Au final, l'idée validée par le collège provincial est de faire peau neuve en mettant en place de nouvelles actions, en collaboration avec les médecins généralistes. « Il y aura une nouvelle politique de prévention et de sensibilisation à la santé pour aboutir, début 2016, à un réel projet de promotion de la santé

physique et mentale, où l'on ne prendra par exemple que des questionnaires validés scientifiquement concernant des domaines spécifiques (par exemple, évaluer l'addiction au tabac) qui seront automatiquement transférés, via un logiciel informatique, dans le dossier médical du patient », détaille la députée provinciale.

Le signal politique est fort de la part de l'intéressée, qui marque là une rupture avec son prédécesseur, Georges Pire. Ce dernier n'a pas souhaité s'exprimer sur cette décision, évoquant son « devoir de réserve par rapport à un dossier dont il s'est occupé durant 20 ans. » Histoire de s'assurer d'un maximum de soutiens, Katty Firquet s'est donc appuyée sur le rapport de l'Ulg, mais aussi sur plusieurs rencontres avec le secteur des généralistes ou encore des associations. Une page se tourne définitivement dans le secteur provincial de la santé. ■

GASPARD GROSJEAN

INTERVIEW

« Nous resterons là pour aider les communes »

Katty Firquet

DÉPUTÉE PROVINCIALE

Politiquement, c'est un signal fort...

C'est un signal fort, mais qui s'appuie sur un rapport de l'Ulg, sur des rencontres avec les acteurs du milieu (les médecins et les associations). Et donc nous sommes unanimes au collège : on ne peut continuer à travailler sur une voie qui n'est pas validée scientifiquement. Cela a eu son utilité, nous avons été les précurseurs, mais on n'a pas su s'adapter.

Désormais, les dépistages se feront donc dans les centres agréés ?

Absolument. Mais si des communes de la province nous inter-

par
Gaspard Grosjean
JOURNALISTE

pellent parce qu'elles ont moins de mobilité et donc moins de moyens pour se rendre dans les centres de dépistage, alors nous y répondrons et enverrons un car. Mais seulement pour des dépistages selon les normes de l'OMS et de l'État fédéral.

Que deviendra le personnel ?

Aujourd'hui, nous avons grosso

modo 50 personnes qui travaillent pour les cars de dépistage. Notre souhait est de les impliquer dans notre nouveau projet qui verra le jour début 2016. Nous allons les rencontrer un par un. ■

EN CHIFFRES

★1931

> Année de mise en service du premier car de dépistage de la Province de Liège, contre la tuberculose.

★1992

> Année où la Province lance le dépistage du cancer du sein.

★203,54.

> Soit le coût, en euros, d'une personne qui rentre dans un car, sans avoir fait aucun test (frais de fonctionnement, de personnel, etc.)

★237,15.

> Soit le coût maximum d'un test complet (insuffisance rénale plus cholestérol plus diabète). ■